

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT, SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT, MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE, MINISTERE DE LA REGION WALLONNE ET MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 2687

[C — 2003/22526]

**4 AVRIL 2003.** — Loi portant assentiment au Protocole financier du 4 octobre 2002 à l'accord de coopération du 5 avril 1995 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la politique internationale de l'environnement

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** Il est porté assentiment au Protocole financier du 4 octobre 2002 à l'accord de coopération du 5 avril 1995 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la politique internationale de l'environnement.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires étrangères,  
L. MICHEL

Le Ministre de la Protection de la Consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
J. TAVERNIER

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,  
E. BOUTMANS

Vu et scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

PROTOCOLE FINANCIER DU 4 OCTOBRE 2002 A L'ACCORD DE COOPERATION DU 5 AVRIL 1995 ENTRE L'ETAT FEDERAL, LA REGION FLAMANDE, LA REGION WALLONNE ET LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE RELATIF A LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

Vu l'Accord de coopération du 5 avril 1995 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'Accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif aux modalités de conclusions de Traités mixtes;

Vu les décisions de la Conférence interministérielle de l'Environnement des 25 mars 1997, 25 novembre 1997, 14 juillet 1998 et 25 août 1999 chargeant un groupe ad hoc de la Conférence interministérielle de Politique étrangère et du Comité de Coordination de la Politique internationale de l'Environnement de préparer un projet de solution ad hoc fixant une clé de répartition horizontale concernant les contributions obligatoires de la Belgique aux accords multilatéraux environnementaux, et vu les résultats de ce groupe ad hoc;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING, FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU, MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP, MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST EN MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 2687

[C — 2003/22526]

**4 APRIL 2003.** — Wet houdende instemming met het Financieel protocol van 4 oktober 2002 bij het samenwerkingsakkoord van 5 april 1995 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake het internationaal milieubeleid

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** Instemming wordt betuigd met het Financieel Protocol van 4 oktober 2002 bij het samenwerkingsakkoord van 5 april 1995 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake het internationaal milieubeleid.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Buitenlandse Zaken,  
L. MICHEL

De Minister van Consumentenzaken,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
J. TAVERNIER

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,  
E. BOUTMANS

Gezien en met 's Land zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

FINANCIEEL PROTOCOL VAN 4 OKTOBER 2002 BIJ HET SAMENWERKINGSAKKOORD VAN 5 APRIL 1995 TUSSEN DE FEDERALE STAAT, HET VLAAMS GEWEST, HET WAALS GEWEST EN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST INZAKE HET INTERNATIONAAL MILIEUBELEID

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 5 april 1995 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten over de nadere regelen voor het sluiten van gemengde Verdragen;

Gelet op de beslissingen van de Interministeriële Conferentie voor het Leefmilieu van 25 maart 1997, 25 november 1997, 14 juli 1998 en 25 augustus 1999 waarbij aan een ad hoc groep van de Interministeriële Conferentie voor Buitenlands Beleid en van het Coördinatiecomité Internationaal Milieubeleid opdracht werd gegeven een ontwerp van ad hoc oplossing voor te bereiden tot vaststelling van een horizontale verdeelsleutel met betrekking tot de verplichte bijdragen van België aan de multilaterale milieuverdragen, en gelet op de resultaten van die ad hoc groep;

Vu les décisions prises par le Groupe de travail Traités mixtes institué par l'accord de coopération du 8 mars 1994 précité;

Vu la décision prise par la Conférence interministérielle de Politique étrangère du 8 décembre 1999;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 31 octobre 2000;

Vu la décision prise par la Conférence interministérielle de l'Environnement du 24 juillet 2001;

Considérant que parmi les accords environnementaux multilatéraux, certains d'entre eux sont de compétence mixte, et que l'exécution des mesures décidées dans le cadre de ces Accords multilatéraux Environnementaux mixtes est dévolue aux différents niveaux de pouvoirs parties à l'accord de coopération du 5 avril 1995 précité;

Considérant que les missions prévues à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, de l'accord de coopération du 5 avril 1995 précité recouvrent notamment la question du paiement des contributions annuelles obligatoires de la Belgique aux Accords multilatéraux environnementaux mixtes dont le financement n'est pas assuré dans le cadre des contributions obligatoires existantes aux organisations internationales;

Considérant que la mission prévue à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, de l'accord de coopération du 5 avril 1995 précité recouvre notamment la composition de la délégation belge pour les réunions internationales tenues dans le cadre des accords multilatéraux environnementaux mixtes, et que l'article 13 stipule que les délégations belges à ces réunions peuvent être composées de représentants de toutes les autorités concernées et notamment, le cas échéant, des seuls représentants des Régions, et que le CCPIE peut désigner ces représentants comme porte-parole.

Les Parties conviennent de ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Le présent Protocole s'applique aux accords environnementaux multilatéraux auxquels la Belgique est Partie contractante et qui ne portent pas exclusivement sur des matières qui relèvent de la compétence de l'Etat fédéral.

Art. 2. La liste des accords environnementaux multilatéraux visés à l'article 1<sup>er</sup> auxquels la Belgique est Partie contractante à la date de la signature du Protocole figure en annexe I<sup>er</sup>.

D'autres accords auxquels la Belgique est déjà partie contractante à la date de la signature du Protocole et que le Groupe de travail Traités mixtes déclare mixtes peuvent également être soumis à l'application du Protocole par décision de la Conférence interministérielle de l'Environnement.

Art. 3. Les traités environnementaux multilatéraux auxquels l'Etat belge devient Partie contractante après la signature du présent Protocole et qui ont été déclarés mixtes par le Groupe de travail Traités mixtes seront régis de plein droit par le Protocole.

Art. 4. Il est instauré une clé de répartition horizontale entre l'Etat fédéral et les Régions fixée à 30 % pour le Fédéral et 70 % pour les Régions afin d'assurer le financement des contributions obligatoires de la Belgique aux accords multilatéraux environnementaux mixtes repris en annexe I<sup>er</sup>.

La répartition entre les Régions à concurrence de 70 % à charge des Régions est réalisée comme suit : 58 % pour la Région Flamande, 33 % pour la Région Wallonne et 9 % pour la Région de Bruxelles-Capitale.

La révision de la clé de répartition entre les Régions peut être réexaminée, à la demande de l'une des parties du présent protocole, si la clé de répartition appliquée conformément au mode de calcul de l'article 34 de la loi spéciale relative au financement des Communes et des Régions du 16 janvier 1989 s'écarte de manière trop importante de la clé de répartition définie dans le présent Protocole.

Art. 5. Les contributions de la Belgique aux Accords multilatéraux environnementaux sont effectuées sur base de la clé déterminée en fonction de l'article 4 par l'intermédiaire d'un compte d'ordre ouvert auprès de la Trésorerie fédérale alimentée par les Régions et l'Autorité fédérale et gérée par un ordonnateur fédéral du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale. Les modalités de gestion du compte à ordre sont décrites en annexe II.

Art. 6. Le présent Protocole est établi sans préjudice d'un règlement global concernant les contributions obligatoires de la Belgique au sein de la Conférence interministérielle de Politique Etrangère.

Art. 7. Le protocole financier du 28 avril 2000 et ses annexes sont abrogés, le présent protocole entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier suivant l'année de la dernière approbation.

Ainsi fait à Bruxelles en quatre exemplaires, le 4 octobre 2002.

Gelet op de beslissingen van de Werkgroep Gemengde Verdragen, ingesteld krachtens het voormelde samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994;

Gelet op de beslissing van de Interministeriële Conferentie voor Buitenlands Beleid van 8 december 1999;

Gelet op het advies van de Raad van State van 31 oktober 2000;

Gelet op de beslissing van de Interministeriële Conferentie voor Leefmilieu van 24 juli 2001;

Overwegende dat sommige van de multilaterale milieuverdragen tot de gemengde bevoegdheid behoren en dat de uitvoering van de maatregelen getroffen in het kader van deze gemengde multilaterale milieuverdragen is toevertrouwd aan de verschillende beleidsniveaus die partij zijn bij het voormelde Samenwerkingsakkoord van 5 april 1995;

Overwegende dat een van de taken van artikel 1, 1°, van het voornoemde Samenwerkingsakkoord van 5 april 1995 betrekking heeft op het probleem van de betaling van de jaarlijkse verplichte bijdragen van België aan de gemengde multilaterale milieuverdragen waarvoor de financiering niet verzekerd is binnen de bestaande verplichte bijdragen aan de internationale organisaties;

Overwegende dat de taak omschreven in artikel 1, 2°, van het voornoemde Samenwerkingsakkoord van 5 april 1995 betrekking heeft op de samenstelling van de Belgische delegatie voor de internationale vergaderingen in het kader van de gemengde multilaterale milieuverdragen, en dat artikel 13 bepaalt dat de Belgische delegaties aan deze vergaderingen samengesteld mogen zijn uit vertegenwoordigers van alle betrokken overheden en met name eventueel enkel uit vertegenwoordigers van de Gewesten, en dat het CCIM deze vertegenwoordigers als woordvoerders mag aanwijzen.

De Partijen komen het volgende overeen :

Artikel 1. Onderhavig Protocol is van toepassing op de multilaterale milieuverdragen waarbij België Verdragsluitende Partij is en die niet enkel betrekking hebben op materies welke tot de bevoegdheid van de federale overheid behoren.

Art. 2. De lijst van de in artikel 1 bedoelde multilaterale milieuverdragen waarbij België op de dag van de ondertekening van het Protocol verdragsluitende Partij is, is in bijlage I opgenomen.

Andere verdragen waarbij België op de dag van de ondertekening van het Protocol reeds verdragsluitende Partij is, en die door de Werkgroep Gemengde Verdragen gemengd verklaard zijn, kunnen bij beslissing van de Interministeriële Conferentie Leefmilieu eveneens onder toepassing van het Protocol gebracht worden.

Art. 3. De multilaterale milieuverdragen waarbij België na de dag van de ondertekening van dit Protocol verdragsluitende Partij wordt, en die door de Werkgroep Gemengde Verdragen gemengd verklaard werden, vallen van rechtswege onder de toepassing van het Protocol.

Art. 4. Teneinde te voldoen aan de verplichte financiële bijdragen van België aan de in bijlage I gevoegde gemengde multilaterale milieuverdragen wordt er een horizontale verdeelsleutel vastgelegd tussen de federale Staat en de Gewesten, neerkomend op 30 % voor de federale overheid en 70 % voor de Gewesten.

De verdeling onder de Gewesten van de 70 % ten laste van de Gewesten gebeurt als volgt : 58 % voor het Vlaamse Gewest, 33 % voor het Waalse Gewest en 9 % voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Op vraag van één van de partijen van dit Protocol kan de herziening van de verdeelsleutel onder de Gewesten herbekeken worden indien de verdeelsleutel die wordt toegepast overeenkomstig de berekeningswijze van artikel 34 van de bijzondere wet betreffende de Financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten van 16 januari 1989 teveel afwijkt van de in dit protocol vastgelegde verdeelsleutel.

Art. 5. De bijdragen van België aan de multilaterale milieuverdragen worden uitgevoerd op grond van de krachtens artikel 4 bepaalde verdeelsleutel, via een orderrekening geopend bij de federale Schatkist, gespijsd door de Gewesten en de federale overheid en beheerd door een federaal ordonnateur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking. De beheersmodaliteiten van de orderrekening zijn in bijlage II omschreven.

Art. 6. Onderhavig Protocol wordt opgesteld onverminderd een globale regeling van de verplichte bijdragen van België binnen de Interministeriële Conferentie voor het Buitenlands Beleid.

Art. 7. Het financieel protocol van 28 april 2000 en zijn bijlagen worden opgeheven, dit protocol treedt in werking op 1 januari van het jaar volgend op de laatste goedkeuring.

Aldus opgesteld te Brussel in viervoud, op 4 oktober 2002.

Pour le Gouvernement fédéral :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires étrangères,  
L. MICHEL

Le Ministre de la Protection de la Consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
J. TAVERNIER

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,  
E. BOUTMANS

Pour le Gouvernement de la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAELE

La Ministre flamande de l'Environnement et de l'Agriculture,  
Mme V. DUA

Le Ministre flamand des Affaires Intérieures,  
de la Fonction publique et de la Politique extérieure,  
P. VAN GREMBERGEN

Pour le Gouvernement de la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre wallon de l'Aménagement du Territoire,  
de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre wallon de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre bruxellois chargé des Finances, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
G. VANHENGEL

Le Ministre bruxellois chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

Notes

(1) *Documents de la Chambre des représentants* : 50-2177 — 2002/2003 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Avis du Conseil d'Etat.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Compte rendu intégral* : 19 et 20 février 2003.

*Documents du Sénat* : 2-1497 — 2002-2003 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

*Annales du Sénat* : 27 mars 2003.

Annexe I<sup>re</sup>.

Liste des accords environnementaux multilatéraux visés à l'article 1<sup>er</sup>

1° Protocole de Genève de 1984 à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP);

2° Convention de Ramsar de 1971 relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau;

Voor de Federale Regering :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Buitenlandse Zaken,  
L. MICHEL

De Minister van Consumentenzaken,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
J. TAVERNIER

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,  
E. BOUTMANS

Voor de Vlaamse regering :

De Minister-president van de Vlaamse regering,  
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw,  
Mevr. V. DUA

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
Ambtenarenzaken en Buitenlands Beleid,  
P. VAN GREMBERGEN

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President van de Waalse Regering,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Waalse Minister van Ruimtelijke Ordening,  
Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Waalse Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. de DONNEA

De Brusselse Minister belast met Financiën,  
Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,  
G. VANHENGEL

De Brusselse Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid,  
Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,

D. GOSUIN

Nota's

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers* : 50-21177 — 2002/2003 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Advies van de Raad van State.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Integraal verslag* : 19 en 20 februari 2003.

*Stukken van de Senaat* : 2-1497 — 2002/2003 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

*Handelingen van de Senaat* : 27 maart 2003.

Bijlage I

Lijst van de in artikel 1 bedoelde multilaterale milieuvverdragen

1° Protocol van Genève van 1984 bij het Verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand aangaande de langlopende financiering van het programma voor samenwerking inzake de bewaking en evaluatie van het transport van luchtverontreinigende stoffen over lange afstand in Europa (EMEP);

2° Overeenkomst van Ramsar van 1971 inzake watergebieden van internationale betekenis, in het bijzonder als verblijfplaats voor watervogels;

3° Convention de Vienne de 1985 pour la protection de la couche d'ozone;

4° Protocole de Montréal de 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (1);

5° Convention cadre des Nations-Unies sur le changement climatique de 1992 (2);

6° Convention de Bâle de 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination;

7° Convention de Paris de 1992 sur la protection du milieu marin de l'Atlantique du nord-est (OSPAR);

8° Convention de Rio de 1992 sur la diversité biologique (3);

Ces contributions sont prises en charge intégralement par l'Etat fédéral dans le cadre de ses compétences en matière de coopération au développement.

Ainsi fait à Bruxelles en quatre exemplaires, le 4 octobre 2002.

Pour le Gouvernement fédéral :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires étrangères,  
L. MICHEL

Le Ministre de la Protection de la Consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
J. TAVERNIER

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,  
E. BOUTMANS

Pour le Gouvernement de la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAELE

La Ministre flamande de l'Environnement et de l'Agriculture,  
Mme V. DUA

Le Ministre flamand des Affaires intérieures,  
de la Fonction publique et de la Politique extérieure,  
P. VAN GREMBERGEN

Pour le Gouvernement de la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre wallon de l'Aménagement du Territoire,  
de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre wallon de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre bruxellois chargé des Finances, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
G. VANHENGEL

Le Ministre bruxellois chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

Notes

(1) La clé de répartition fixée à l'article 4 ne s'applique pas à la contribution obligatoire au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal.

(2) La clé de répartition fixée à l'article 4 ne s'applique pas à la contribution obligatoire au Global Environmental Facility de la Convention.

(3) La clé de répartition fixée à l'article 4 ne s'applique pas à la contribution obligatoire au Global Environmental Facility de la Convention.

3° Verdrag van Wenen van 1985 ter bescherming van de ozonlaag;

4° Protocol van Montreal van 1987 betreffende stoffen die de ozonlaag afbreken (1);

5° Raamverdrag van de Verenigde Naties van 1992 inzake klimaatverandering (2);

6° Verdrag van Bazel van 1989 inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan;

7° Verdrag van Parijs van 1992 inzake de bescherming van het marien milieu van de Noordoostelijke Atlantische Oceaan (OSPAR);

8° Verdrag van Rio van 1992 inzake biologische diversiteit (3);

Deze bijdragen worden volledig door de federale overheid gedragen in het raam van haar bevoegdheden inzake ontwikkelingssamenwerking.

Aldus opgesteld te Brussel in viervoud, op 4 oktober 2002.

Voor de Federale Regering :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Buitenlandse Zaken,  
L. MICHEL

De Minister van Consumentenzaken,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
J. TAVERNIER

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,  
E. BOUTMANS

Voor de Vlaamse regering :

De Minister-president van de Vlaamse regering,  
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw,  
Mevr. V. DUA

De Vlaamse Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
Ambtenarenzaken en Buitenlands Beleid,  
P. VAN GREMBERGEN

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President van de Waalse Regering,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Waalse Minister van Ruimtelijke Ordening,  
Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Waalse Minister van Landbouw  
en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. de DONNEA

De Brusselse Minister belast met Financiën,  
Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,  
G. VANHENGEL

De Brusselse Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid,  
Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,

D. GOSUIN

Nota's

(1) De in artikel 4 vastgelegde verdeelsleutel is niet van toepassing op de verplichte bijdrage aan het in het Protocol van Montreal bepaalde Multilateraal Fonds.

(2) De in artikel 4 vastgestelde verdeelsleutel is niet van toepassing op de verplichte bijdrage aan de in het Verdrag bepaalde Global Environmental Facility.

(3) De in artikel 4 vastgestelde verdeelsleutel is niet van toepassing op de verplichte bijdrage aan de in het Verdrag bepaalde Global Environmental Facility.

Annexe II concernant les modalités de gestion applicables au compte d'ordre ouvert par le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale auprès du Trésor public fédéral

1. En vue de faciliter et de regrouper les paiements des contributions de la Belgique aux accords multilatéraux environnementaux à caractère mixte, un compte d'ordre est ouvert par la Direction du Budget et de la Comptabilité du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale auprès de l'Administration de la Trésorerie du Ministère des Finances sous la mention « bijdragen multilaterale milieuverdragen/contributions accords multilatéraux environnementaux ». Le numéro d'article de ce compte est 83.05.09.00

2. Afin d'exécuter les transferts financiers internationaux, le compte d'ordre est lié à un compte financier, ouvert auprès de la Banque Nationale de Belgique, avec la même dénomination que celle du premier point.

3. Les deux comptes sont gérés par un comptable désigné au sein de la Direction mentionnée dans le premier point.

4. L'acquittement effectif des contributions globales aux accords multilatéraux environnementaux sera effectué par le comptable mentionné au point 3 sur la demande de l'ordonnateur du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale (ordonnateur fédéral) après la réception des invitations de paiement rédigées par les secrétariats internationaux.

5. L'acquittement en question est fait par accord multilatéral environnemental et pour autant que le compte d'ordre ait été crédité par les entités fédérales et fédérées compétentes selon les clés de répartition convenues dans le protocole financier, et cela au plus tard le 30 avril de l'année budgétaire en cours. Si les factures des secrétariats des conventions ne parviennent aux autorités belges qu'après le 1<sup>er</sup> mars de l'année en cours, ledit délai est prolongé jusque deux mois après la date de la réception des factures par la Belgique.

6. L'approvisionnement du compte d'ordre par les parties, contribuant proportionnellement à ladite clé, s'effectue sur la demande de l'ordonnateur fédéral après la réception des invitations de paiement rédigées par les secrétariats internationaux. Une copie de ces invitations sera attachée à la demande de paiement.

7. Les contributions de l'autorité publique fédérale et des régions sont augmentées d'une avance pour le paiement des frais de change et des frais bancaires ainsi que pour la constitution d'une réserve limitée afin de faire face à des fluctuations tardives. Cette avance comprend 5 % de la contribution de chacune des parties.

8. Afin de limiter le nombre d'ordres de paiement adressés aux parties participantes, l'ordonnateur fédéral veille dans la mesure du possible à ce que les invitations de paiement soient regroupées.

9. Chaque demande d'alimentation mentionne le nom et le numéro du compte à créditer, la contribution globale en FB, la méthode de calcul, sa division en contributions aux accords multilatéraux environnementaux.

10. L'ordonnateur fédéral invite la B.N.B. à effectuer le paiement à l'organisation multilatérale environnementale concernée et fait le nécessaire pour que chaque paiement soit accompagné d'une déclaration mentionnant expressément qu'il s'agit d'un paiement de l'autorité publique fédérale et de la Région flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale.

11. Si les parties contributantes ne versent pas suffisamment de fonds pour l'acquittement de contributions obligatoires, l'ordonnateur fédéral ne procède pas au paiement.

12. Il sera pris compte par l'ordonnateur fédéral du solde restant qui figure sur le compte d'ordre à la fin de chaque année budgétaire dans le cadre de la prochaine invitation de paiement, en fonction des clés de répartition des contributions.

Bijlage II inzake de beheersmodaliteiten van toepassing op de door het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking bij de federale Schatkist geopende orderrekening.

1. Met het oog op het bewerkstelligen van een vlotte en gebundelde betaling van de bijdragen van België aan de multilaterale milieuverdragen die tot de gemengde bevoegdheid behoren, wordt door de Directie Begroting en Boekhouding van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking een orderrekening geopend bij de Administratie van de Thesaurie van het Ministerie van Financiën onder de vermelding « bijdragen multilaterale milieuverdragen/contributions accords multilatéraux environnementaux ». Het artikelnummer van deze rekening is 83.05.09.00

2. De orderrekening is gekoppeld aan een financiële rekening die voor het verrichten van internationale financiële transferten werd geopend bij de Nationale Bank van België onder dezelfde benaming als in punt 1.

3. Beide rekeningen worden beheerd door een bij de in punt 1 vermelde Directie aangestelde rekenplichtige.

4. De effectieve vereffening van de globale bijdragen aan de multilaterale milieuverdragen zal na ontvangst van de daartoe door de internationale secretariaten opgestelde betalingsuitnodigingen geschieden door de in punt 3 vermelde rekenplichtige op verzoek van de ordonnateur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking (federale ordonnateur).

5. Onderhavige vereffening geschiedt per multilateraal milieuverdrag en voorzover de orderrekening door de bevoegde federale en gefedereerde entiteiten volgens de in het financieel protocol overeengekomen verdeelsleutel uiterlijk op 30 april van het lopende begrotingsjaar werd gecrediteerd. Ingeval de facturen van de secretariaten van de verdragen pas na 1 maart van het lopende jaar bij de Belgische autoriteiten aankomen, zal bedoelde termijn worden verlengd tot 2 maanden na datum van de daadwerkelijke ontvangst van de facturen door België.

6. Het storten op de orderrekening door de bijdragende partijen a rato van hun aandeel gebeurt op verzoek van de federale ordonnateur na ontvangst van de door de internationale secretariaten opgestelde betalingsuitnodigingen. Een kopie van deze uitnodigingen wordt aan het betalingsverzoek toegevoegd.

7. De bijdragen van de federale overheid en van de gewesten worden vermeerderd met een voorschot voor wissel- en bankkosten, alsook voor het aanleggen van een beperkte reserve om het hoofd te kunnen bieden aan laattijdige schommelingen. Dit voorschot bedraagt 5 % van de bijdrage van elk der partijen.

8. Teneinde het aantal aan de deelnemende partijen gerichte betalingsopdrachten te beperken, waakt de federale ordonnateur erover dat de betalingsuitnodigingen in de mate van het mogelijke worden gebundeld.

9. Ieder verzoek tot storting vermeldt de benaming en het nummer van de te crediteren rekening, de globale bijdrage in BF, de berekeningswijze, de opsplitsing ervan in bijdragen aan de onderscheiden multilaterale milieuverdragen.

10. De federale ordonnateur verzoekt de NBB de betaling aan de betrokken multilaterale milieuorganisatie uit te voeren en doet het nodige opdat iedere betaling vergezeld zou gaan van een verklaring waarin uitdrukkelijk wordt gesteld dat het gaat om een betaling van de federale overheid en van het Vlaamse, Waalse en Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

11. Indien door de bijdragende partijen niet voldoende fondsen worden gestort voor het vereffenen van de verplichte bijdragen zal de federale ordonnateur niet overgaan tot de betaling.

12. Het op het einde van elk begrotingsjaar op de orderrekening overblijvende saldo zal door de federale ordonnateur in functie van de bijdrageverdeelsleutels worden verrekend in het kader van de eerstvolgende betalingsoproep.

13. Le comptable gérant le compte d'ordre rendra tous les trois mois des comptes sur cette gestion à l'Administration de la Trésorerie. Une copie de l'état de gestion sera envoyée à toutes les parties contribuant.

Ainsi fait à Bruxelles en quatre exemplaires, le 4 octobre 2002.

Pour le Gouvernement fédéral :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires étrangères,  
L. MICHEL

Le Ministre de la Protection de la Consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
J. TAVERNIER

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,  
E. BOUTMANS

Pour le Gouvernement de la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAELE

La Ministre flamande de l'Environnement et de l'Agriculture,  
Mme V. DUA

Le Ministre flamand des Affaires intérieures,  
de la Fonction publique et de la Politique extérieure,  
P. VAN GREMBERGEN

Pour le Gouvernement de la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre wallon de l'Aménagement du Territoire,  
de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre wallon de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre bruxellois chargé des Finances, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
G. VANHENGEL

Le Ministre bruxellois chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

13. De rekenplichtige die de orderrekening beheert zal driemaandelijks aan de Administratie van de Thesaurie rekenschap geven van dit beheer. Een kopie van de beheersstaten zal aan alle bijdragende partijen worden toegezonden.

Aldus opgesteld te Brussel in viervoud, op 4 oktober 2002.

Voor de Federale Regering :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Buitenlandse Zaken,  
L. MICHEL

De Minister van Consumentenzaken,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
J. TAVERNIER

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,  
E. BOUTMANS

Voor de Vlaamse regering :

De Minister-president van de Vlaamse regering,  
P. DEWAELE

De Vlaamse Minister van Leefmilieu en Landbouw,  
Mevr. V. DUA

De Vlaamse Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
Ambtenarenzaken en Buitenlands Beleid,  
P. VAN GREMBERGEN

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President van de Waalse Regering,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Waalse Minister van Ruimtelijke Ordening,  
Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Waalse Minister van Landbouw  
en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. de DONNEA

De Brusselse Minister belast met Financiën, Begroting,  
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,  
G. VANHENGEL

De Brusselse Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid,  
Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,

D. GOSUIN

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 2688

[C — 2003/22697]

**4 JUNI 2003. — Arrêté royal pris en application de l'article 132, § 2, de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 132;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 mars 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 28 mars 2003;

Vu le protocole n° 138/1 du 2 avril 2003 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2003 — 2688

[C — 2003/22697]

**4 JUNI 2003. — Koninklijk besluit met toepassing van artikel 132, § 2, van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 132;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 maart 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 28 maart 2003;

Gelet op het protocol nr. 138/1 van 2 april 2003 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;